

«La cohésion sociale est primordiale pour le bon fonctionnement de l'économie»

Directeur de la chaire de macroéconomie et d'économie monétaire de l'Université de Fribourg, **Sergio Rossi** décrypte les grands enjeux de la prochaine législature 2023-2027.

Quels défis macroéconomiques devraient préoccuper le parlement à court terme?

Le renchérissement devrait demeurer l'un des enjeux macroéconomiques majeurs pour la Suisse l'année prochaine. L'augmentation des prix à la consommation aura un impact sur la consommation des ménages, et donc sur la situation économique des PME dont les produits peineront à être écoulés. La hausse des primes de l'assurance maladie devra faire l'objet d'une attention particulière.

L'autre grand sujet concernera l'augmentation des taux d'intérêt, qui ne devrait pas intervenir avant fin 2023, mais pourrait être décidée en 2024 par la BNS. Une fois de plus, l'impact est double: sur les privés, qui voient notamment leur loyer augmenter, et sur les entreprises, dont le coût des emprunts croît. Les élus fédéraux devraient, dans ce contexte difficile, rester attentifs à la réduction du taux de croissance du PIB, comme à l'augmentation du chômage et du taux de pauvreté engendrée par l'augmentation du coût de la vie.

Et à l'horizon 2027?

A plus long terme, un des grands défis résidera dans l'intégration sur le marché du travail des jeunes diplômés, mais aussi des nouveaux arrivants en Suisse. Les flux migratoires ne diminuant probablement pas en raison des guerres et du changement climatique, trouver un emploi pour ces personnes se révélera indispensable afin d'enrayer la montée des populismes et garantir la cohésion sociale. Cette cohésion est primordiale pour le bon fonctionne-



ment de l'économie. En outre, il faudra trouver une solution durable à une possible diminution des rentes de l'AVS et du 2^e pilier, en raison notamment de carrières de moins en moins linéaires et de la suppression d'emplois due à la numérisation de l'économie. La dernière grande thématique concernera la transition écologique. Il s'agira de trouver des stratégies pour soutenir les entreprises qui ne polluent pas, afin d'enrayer le réchauffement climatique.

Face à ces enjeux, quels mécanismes devraient être discutés à Berne selon vous?

Il faudrait des mécanismes en direction des ménages de la classe moyenne et des plus pauvres pour que leur pouvoir d'achat arrête de baisser. Une discussion autour d'une taxe sur les superprofits dans le domaine de l'alimentation ou de l'essence, par exemple, pourrait être lancée. Il serait aussi nécessaire de s'adresser aux PME qui ont tout fait pour sortir de la crise sans erreur

stratégique et s'engagent dans la formation, dans la transition écologique ou dans le paiement de salaires corrects, y compris dans les régions frontalières comme le Tessin, d'où je viens. Cela pourrait se matérialiser en une baisse de l'impôt sur les bénéfices. Réajuster la péréquation financière entre les cantons deviendra sans doute aussi nécessaire.

Enfin, la politique monétaire pourrait davantage être mise au service du bien commun. La Suisse s'est engagée en faveur de l'Accord de Paris sur le climat. Les banques qui prêtent à des entreprises reposant massivement sur les énergies fossiles pourraient être pénalisées par la BNS avec la fixation de taux d'intérêt négatifs sur leurs réserves. A l'inverse, les banques qui s'engagent dans la transition écologique, en finançant l'efficacité énergétique des entreprises par exemple, pourraient voir leurs réserves mieux rémunérées et la BNS pourrait leur octroyer des crédits à un taux d'intérêt plus faible.



2008

Sergio Rossi est promu professeur ordinaire à l'Université de Fribourg où il dirige la Chaire de macroéconomie et d'économie monétaire.

2015

Il figure dans le classement des économistes les plus influents en Suisse établi par la *Neue Zürcher Zeitung*.